
Lundi 17 janvier 2022**RETOUR SUR LE CONGRES DE « FRANCE UNIVERSITES »**

Ce jeudi 13 janvier 2022, France Universités organisait son Congrès en format « hybride » : près de 300 participants ont pu assister au Congrès dans le Grand amphithéâtre de la Sorbonne, dans le respect des règles sanitaires en vigueur. 1200 spectateurs ont pu suivre les échanges et les interventions en direct sur les réseaux sociaux tout au long de la journée.

Conçu autour de séquences thématiques, avec le souhait de la diversité des points de vue, l'évènement a permis de revenir sur le rôle fondamental des universités dans les transformations économiques et sociétales de notre pays, de s'interroger sur les grands défis à venir et la façon dont les universités peuvent y répondre. M. Emmanuel MACRON, président de la République, s'est exprimé en fin de journée pour saluer la mobilisation de la communauté universitaire pendant la crise sanitaire et dresser un certain nombre de pistes possibles. M. Manuel TUNON de LARA, président de France Universités, a présenté les orientations et les propositions pour l'Enseignement supérieur et la Recherche de la conférence en vue des prochaines élections présidentielle et législatives.

- **Des perspectives pour penser l'Université à l'horizon 2030**

Le congrès, premier évènement organisé au titre de [France Universités](#), a permis de consolider un certain nombre de constats sur la situation des universités et, d'autre part, d'apporter une vision prospective, contextualisant et éclairant [les propositions](#) établies pour cette circonstance par France Universités.

- ***Revoir la place de l'Université***

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, **Mme Frédérique VIDAL**, a dressé le bilan des cinq années passées, et remercié les présidentes et présidents d'université, directrices et directeurs d'établissements en faisant le bilan de l'action menée, notamment en matière d'orientation, pour la recherche, et dans la gestion de la pandémie depuis mars 2020.

Différentes interventions ont ouvert des perspectives pour les années à venir. **M. Gérard LARCHER**, président du Sénat, a formulé le souhait que l'université « *continue de susciter des vocations, notamment du métier de professeur : leur statut doit être valorisé et leur protection doit être assurée par les établissements avec le soutien de l'État* ».

Sur le plan de la formation, la présidente de Régions de France, **Mme Carole DELGA**, a appelé les régions au soutien des filières de formation initiale et continue et de la recherche, « avec les universités, pour s'inscrire pleinement dans les mutations économiques, technologiques, environnementales ». Pour **Mme Marylise Léon**, secrétaire générale adjointe de la CFDT, « *il est extrêmement important de penser en même temps la formation initiale et la formation tout au long de la vie* ».

Sur le plan de la recherche, le haut-commissaire au Plan, **M. François BAYROU**, a indiqué pour sa part que l'université doit être « *reconnue comme l'interlocuteur naturel en matière de recherche* »,

et proposé de lancer une réflexion sur un partenariat possible entre le haut-commissariat au Plan et France Universités.

Evoquant les marges de manœuvre des universités et le rôle qui leur est confié par la Nation, le Premier président de la cour des comptes, **M. Pierre MOSCOVICI**, a noté que « *notre système universitaire s'est beaucoup transformé, et a la capacité pour s'imposer comme un modèle de haut niveau mondial. Mais pour cela, il faut lui donner les moyens d'agir* ». L'université doit selon lui « *redevenir un lieu de vie central pour la formation et la recherche, en plaçant l'étudiant au centre de ses préoccupations et en cherchant à accroître sa compétitivité à l'international* » ; elle doit être « *plus libre, mais également plus responsable, en un mot : plus autonome* ».

- **Investir dans l'Université**

Le congrès a également été marqué par le constat unanime de la nécessité d'un investissement fort dans l'enseignement supérieur et la recherche. **Mme Elise HUILLERY** a ainsi présenté les conclusions de son rapport pour le Conseil d'Analyse Économique (CAE), rédigé avec Mme Gabrielle FACK, sur le financement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ses constats sont clairs : le sous-financement public des formations universitaires est chronique, notamment en comparaison d'autres filières et en comparaison d'autres pays de l'OCDE, particulièrement en premier cycle, et aggravé par la croissance exponentielle du nombre des étudiants.

La même observation vaut pour la recherche et l'innovation. Ce sous-investissement explique que la France ait perdu du terrain face aux grandes nations scientifiques alors même que la qualité de la recherche française est reconnue, notamment par les groupes industriels attentifs à recruter des doctorants et des docteurs, comme l'a rappelé **M. Pierre André de CHALENDAR**, représentant l'UIMM. La loi de programmation pour la recherche est un commencement de réponse, mais qui il doit être poursuivi : Pour **Mme Karine LACOMBE**, infectiologue, professeure des universités-praticienne hospitalier à Sorbonne Université et à l'APHP, « *on perd en France un nombre considérable de jeunes chercheuses et chercheurs du fait des faibles salaires et d'un manque de financement de la recherche* ». La présidente du Conseil Européen de la Recherche (ERC), **Mme Maria LEPTIN**, a également insisté sur « *l'importance pour les gouvernements de garantir à la recherche fondamentale, seul terreau véritable de l'innovation, un financement solide et à long terme, sécurisé, et non un financement à court terme, afin d'éviter la fuite des chercheurs.* »

Les enjeux sont en effet immenses, et plusieurs défis, climatiques, numériques ou sociétaux d'ores et déjà prégnants. **Mme Valérie MASSON DELMOTTE**, climatologue, a rappelé l'urgence de l'action sur la question climatique et la transition énergétique, et s'est dite « *impressionnée par l'engagement des étudiants et des laboratoires universitaires* » dans le domaine. C'est ainsi un appel puissant à investir sur la jeunesse qui a été lancé, et relayé dans une dernière table ronde, faisant intervenir des étudiantes et étudiants qui ont pu témoigner de leur parcours et de leur action.

• **Clôture du congrès par M. Manuel TUNON de LARA, président de France Universités, et par le président de la République, M. Emmanuel MACRON**

En visio-conférence depuis le palais de l'Élysée, **M. Emmanuel MACRON** est intervenu en clôture du congrès. Saluant l'engagement des universités pendant la pandémie en matière de santé, de recherche, de continuité pédagogique, et de solidarité avec les étudiants, il est revenu sur le rôle des universités au sein de la société.

« *Vous êtes, oui, un partenaire essentiel des pouvoirs publics. J'ai pu le mesurer pleinement depuis deux ans que notre pays est plongé dans une épidémie mondiale sans précédent.* » Et de poursuivre : « *Nous sommes à mi gué de l'autonomie des universités. [...] Nous devons aller vers plus d'autonomie en termes d'organisation, de financement, de ressources humaines* ». Pour M. Emmanuel MACRON il faut également continuer d'élargir, d'approfondir encore les coopérations universitaires comme les universités européenne « *pour leur permettre d'attirer les meilleurs*

talents du monde entier en Europe. Et nous devons consolider ces avancées de la façon la plus concrète, la plus mesurable grâce à des projets, comme le diplôme européen ».

Le Président de la République a ensuite formulé [différentes pistes possibles d'évolution](#) de l'écosystème de l'enseignement supérieur et de la recherche. Celles-ci permettent de mettre l'université et l'organisation de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'agenda de la présidentielle et conduiront l'ensemble des candidats à contribuer à un débat sur le sujet encore balbutiant, en particulier sur les engagements budgétaires.

C'est précisément pour nourrir et orienter ce débat qu'avant cette prise de parole du président de la République, le président de France Universités, Manuel TUNON de LARA, a annoncé la publication des [propositions portées par France Universités](#) dans le contexte particulier des élections présidentielle et législatives.

Ces propositions portent sur la jeunesse et les étudiants, qu'il s'agit d'accompagner et de faire réussir dans les études supérieures, avec de meilleures conditions d'études, un nouveau système de bourses, en confiant aux universités le pilotage de la vie étudiante et la coordination de ses acteurs à l'échelle des territoires, et en engageant dès 2022 une Loi de programmation de l'enseignement supérieur.

Elles portent sur la recherche, avec l'objectif de redevenir une grande nation scientifique, en continuant de rendre attractifs les métiers de la recherche et de l'enseignement supérieur par la revalorisation des carrières au-delà de ce que prévoit la Loi de programmation de la recherche, en clarifiant le rôle des organismes nationaux et l'organisation de la recherche dans notre pays, notamment les rôles d'orientation stratégique, d'agence de moyens et d'opérateurs ainsi que les missions confiées dans ce cadre.

Elles ont aussi pour but d'anticiper et de réussir grâce à l'université les transitions qui nous attendent : transformation numérique, transition énergétique et environnementale, évolution de la recherche et de la formation en santé, renforcement des liens entre science et société.

Elles portent une vision des universités fondée sur davantage d'autonomie, qui va de pair avec un changement de la relation avec l'Etat fondée sur la confiance et adossée à un contrat d'objectifs et de moyens pluriannuel, donnant sens à l'évaluation qui en est la contrepartie. C'est une invitation à repenser la définition, la conduite et le suivi des politiques publiques bien au-delà de celle touchant l'enseignement supérieur et la recherche.

Le Président TUNON de LARA a enfin rappelé l'attachement de l'ensemble de la communauté universitaire à la liberté académique, à une science libre, garantissant des droits humains fondamentaux dont chacun devrait partout pouvoir bénéficier, et attiré l'attention de tous sur la situation de la chercheuse française Fariba ADELKHAH, à nouveau emprisonnée en Iran.

Les perspectives et propositions dressées tout au long du congrès de France Universités sont donc à verser aux débats des échéances démocratiques à venir pour une université plus forte à la hauteur des ambitions de la nation.

[Revoir l'intégralité du Congrès de France Universités sur](#) notre chaîne Youtube.

[Revoir le discours du président de la République](#) sur le site de l'Elysée

Retrouvez les [propositions portées par France Universités](#) pour les élections présidentielle et législatives

Résumé complet sur notre [site internet](#).